

La Colombie depuis un mois connaît une vague de répression.

Le 28 Avril dernier à été le coup d'envoi d'un mouvement de protestation globale dans le pays.

En réponse d'abord à une réforme fiscale inégalitaire, c'est toute la politique du gouvernement en place qui s'est vue dénoncée. Les inégalités, la pauvreté, la violence, ce n'est plus acceptable.

Depuis le 28 Avril ce sont selon l'ONG Temblores :

21 personnes victimes de violences sexuelles.

1264 detentions arbitraires.

39 personnes blessées à l'œil.

575 interventions violentes de la part de la force publique.

855 victimes de violences physiques de la part de la police colombienne

153 cas d'usage d'armes à feu de la part de la police face à des manifestants.

43 victimes de violences ayant entraîné la mort de militants.

Comment expliquer cette vague de violence ?

Déjà il faut rappeler le contexte, le gouvernement Colombien en place est un gouvernement qui dans ses caractéristiques est libéralo-fasciste.

Sous couvert d'un programme économique inspiré du modèle des états unis, la propagande d'état est orientée sur la sécurité.

Les militants sociaux et environnementaux en Colombie sont accusés par le pouvoir en place d'être à la solde de la Chine, la Russie, ou le Venezuela. C'est l'ex-président Uribe, proche de l'actuel président Duque, qui appelait sous ces prétextes à tirer sur les manifestants.

La Colombie est une des démonstrations que le fascisme d'état se marie sans problèmes aux démocraties électives et au modèle de l'économie de marché.

C'est une Leçon pour nous en France, regardez ce qui se passe en Colombie quand on laisse nos démocraties à l'extrême droite.

Il faut dire que cette situation n'est pas nouvelle.

Selon l'ONG Global Witness, la Colombie était le pays du monde où défendre les droits de l'environnement était le plus dangereux.

Les assassinats de responsables de la société civile ont atteint un niveau effarant en 2020. Responsables associatifs, syndicaux, politiques .

Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), on dénombrait en juin 16 190 personnes déplacées de force dans le pays.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, le 15 décembre ce sont 66 massacres qui ont été confirmés.

Le 17 août, le HCDH a indiqué avoir recueilli des informations sur 97 meurtres de défenseurs des droits humains.

Le programme Somos Defensores a fait état de 135 défenseurs des droits humains tués au cours de l'année 2020.

Plusieurs médias et organisations de défense des droits humains ont révélé que l'armée surveillait illégalement plus de 130 personnes, notamment des journalistes colombiens et étrangers, des défenseurs des droits humains et des responsables politiques.

D'après l'Observatoire des féminicides en Colombie, 568 féminicides ont été signalés entre janvier et novembre, dont des cas de femmes empalées, brûlées vives, agressées sexuellement, torturées ou démembrées.

L'organisation Colombia Diversa a fait état de 71 personnes LGBTI tuées pendant l'année 2020.

En conclusion, A la France insoumise nous nous associons à l'initiative de S.O.S Colombia pour dénoncer l'oppression subie par le peuple Colombien.